



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Nancy, le **05 OCT. 2023**

**Lettre en recommandé avec AR**

Monsieur le Directeur,

Le 02 juin 2023, l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est a procédé à une visite d'inspection de votre établissement SAINT-GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier BP 129 54700 Pont-à-Mousson.

Le rapport de visite, le projet de décision de mise en demeure vous ont été notifiés par courrier recommandé avec accusé de réception le 07 septembre 2023.

Vous m'avez adressée, par courrier en date du 25 septembre 2023, des observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure et ces remarques ont été transmises à l'inspection des installations classées.

Après analyse, ces éléments ont été pris en compte et ont conduit à modifier le projet de mise en demeure.

Dans ces conditions, j'ai décidé de signer l'arrêté de mise en demeure précité et vous trouverez ci-joint, à titre de notification, une copie de cette décision.

Par ailleurs, vous trouverez ci-joint l'arrêté signé visant à compléter les conditions d'exploitation de l'établissement situé sur le territoire des communes de Pont-à-Mousson et de Blénod-lès-Pont-à-Mousson et pour lequel vous n'avez formulé aucune observation lors de la notification.

Mes services (DCEE – Bureau des procédures environnementales et foncières - [pref-scpp2@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:pref-scpp2@meurthe-et-moselle.gouv.fr)) restent à votre disposition pour toute précision.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le préfet,

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général



Julien LE GOFF

M. le Directeur,  
SAINT-GOBAIN PAM  
Avenue Camille Cavallier  
BP 129  
54700 PONT-A-MOUSSON

Copie à

- M. le maire de Pont-à-Mousson
- M. le maire de Blénod-lès-Pont-à-Mousson
- Mme la responsable de l'UD DREAL

1, rue du préfet Claude Erignac  
CS 60031 - 54038 Nancy Cedex  
Tél : 03 83 34 26 26  
[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société SAINT-GOBAIN PAM  
de se conformer à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral 2010/341 actualisant les  
conditions de l'autorisation applicables à l'usine de production de pièces  
et matériaux de voirie de Pont à Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson**

N° 2023-0782

AIOT 0006200539

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2010-341 du 6 décembre 2010 modifié, autorisant la société SAINT-GOBAIN PAM Canalisation à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de tuyaux et pièces de voirie située sur les territoires des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé LR/AN/MT/1759\_2023 en date du 07 septembre 2023, dont copie a été adressée à la société SAINT-GOBAIN PAM, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 07 septembre 2023 informant la société SAINT-GOBAIN PAM, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par la société SAINT-GOBAIN PAM en date du 25 septembre 2023 ;

**Considérant** que la société SAINT-GOBAIN PAM exploite son établissement sis sur les communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson sans respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010 susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 2 juin 2023, il a été constaté :

- le non respect de la vitesse d'éjection du conduit de four de traitement magnésium de 4,76 m/s,
- l'absence de transmission des rapports de la surveillance environnementale, de la surveillance des diffus en poussière et des mesures continues en poussières ;
- le non respect des valeurs limites d'émission (VLE) en concentration pour les diméthyléthylamines (DMEA) ( 11,92 mg/Nm<sup>3</sup>) pour le noyautage FA1 et la poussière (32,01 mg/Nm<sup>3</sup>) pour le noyautage Croning LFC10 ;
- l'observation d'émissions diffuses pour le four de traitement de magnésium malgré la canalisation dédiée au process ;

**Considérant** que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés aux articles L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier ceux relatifs à la santé :

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La société SAINT-GOBAIN PAM Canalisation, dont le siège est situé 21 avenue Camille Cavallier à Pont-à-Mousson (54700), est mise en demeure pour l'exploitation de ses installations de fabrication de tuyaux et pièces de voirie situées Avenue Camille Cavallier Pont-à-Mousson (54700) de transmettre à l'autorité administrative les éléments justifiant :

- **1-1** : le respect de la vitesse d'éjection de 8 m/s du conduit de la fusion traitement magnésium de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010,

dans le délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,

- **1-2** : le respect de la valeur limite d'émission (VLE) dans l'air en diméthyléthylamines (DMEA) (5 mg/Nm<sup>3</sup>) pour le noyautage FA1 et la poussière (20 mg/Nm<sup>3</sup>) pour le noyautage Croning LFC10 de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010,

dans le délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,

- **1-3** : la réalisation de l'évaluation annuelle de l'ensemble des émissions atmosphériques diffuses, représentant une part notable des flux autorisés, et au minimum les émissions provenant :
  - de la halle de coulée, de la désulfuration, du traitement au magnésium et des fours de maintien,
  - de l'activité de fonderie (sablerie, noyautage, décochage, coulée...),
  - de l'article 13.2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010,

dans le délai maximal de 9 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,

- **1-4** : la réalisation de la mesure en permanence des émissions de poussières pour le conduit de traitement au magnésium – repère 102 – de l'article 13.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010,

dans le délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,

- **1-5** : le respect de la canalisation des rejets des émissions diffuses lors de la fusion du traitement de magnésium, par le conduit de cheminée doté d'aspiration de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010,

dans le délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,

## **Article 2 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 : Recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 – 54036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télerecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 4 : Exécution et information**

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société SAINT GOBAIN PAM

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de Pont-à-Mousson
- Monsieur le maire de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy, le **05 OCT, 2023**  
Le préfet,

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général

  
Julien LE GOFF